La peine capitale

J'estime que ce serait une erreur monumentale de la part du Canada que de faire clan avec des pays comme l'Irak, l'Iran, l'Union soviétique, l'Afrique du Sud et le Chili qui conservent la peine capitale comme châtiment ultime. Le Canada serait en fait le seul pays occidental à légiférer pour rétablir la peine capitale après l'avoir abolie.

En 1983, le Parlement du Royaume-Uni, dirigé par une très forte majorité conservatrice et un premier ministre fortement partisan de la peine capitale a voté en bloc contre le rétablissement de cette peine. Il y a tout juste quelques semaines, le même Parlement s'est prononcé une fois de plus et avec une majorité encore plus nette de 342 voix contre 230, pour le rejet du rétablissement de la peine capitale en Grande-Bretagne.

Nous devons nous poser à nouveau cette question fondamentale qui est au coeur de tout ce débat et qui a été posée par les chefs des Églises au Canada: «Pourquoi tuer les assassins pour prouver que le meurtre est répréhensible?» La question est aussi simple et aussi fondamentale que cela, monsieur le Président.

[Français]

Je dois signaler que tous les principaux groupements religieux du Canada, dont le Congrès juif canadien, la Conférence des évêques catholiques du Canada, l'Église anglicane, l'Église Unie du Canada, l'Église presbytérienne, la Convention baptiste de l'Ontario et du Québec, le Conseil unitaire canadien, l'Église évangélique luthérienne, le *Mennonite Central Committee* et la *Religious Society of Friends*, appuient officiellement l'abolition définitive de la peine de mort. Le Pape Jean-Paul II a lui-même exprimé sa vive opposition à la peine capitale.

[Traduction]

La Chambre a eu récemment l'honneur de recevoir la visite de la veuve de Martin Luther King, Coretta Scott King. Parlant en chrétienne, elle a déclaré:

Je crois qu'il est possible d'évoluer et que, en tant que chrétiens, nous avons l'obligation d'essayer de réaliser une réconciliation lorsque c'est le moins du monde possible. . .

Je regrette beaucoup que notre pays soit en train de rétrograder au lieu de continuer de progresser en ce qui concerne la question de la peine capitale. Je continuerai de m'opposer à la peine de mort, parce que j'estime que c'est une pratique barbare pour un pays civilisé comme les États-Unis. . . J'espère vraiment que le Canada ne commettra pas cette erreur.

Comme on l'a dit précédemment, il nous faut certes reconnaître le caractère sacré et la valeur de toute vie humaine dans notre société. Ce faisant, nous devons nous demander pourquoi, en tant que société, en tant que Parlement, nous choisissons exclusivement, le meurtre comme cause de la mort dans notre société. En fait, il est tout à fait de circonstance que je prenne la parole aujourd'hui, le 28 avril, qui est la journée annuelle de deuil à l'intention des travailleurs qui sont tués ou blessés à leur travail. Chaque année au Canada plus de travailleurs sont tués à leur travail que de Canadiens assassinés.

En 1985, par exemple, 768 Canadiens sont morts à leur travail. Le taux d'accident mortel au Canada pour les emplois très périlleux est atterrant. La pêche, le travail le plus dangereux au Canada, tue 207 personnes sur 100 000, la sylviculture 129 sur 100 000, les mines 122 sur 100 000, la construction 48 sur 100 000. Je vis dans la province de la Colombie-Britannique et déjà cette année 11 bûcherons ont été tués dans les forêts de cette province. En 1986, en dépit d'une longue grève

du secteur, 37 travailleurs ont été tués, six d'entre eux déchi-quetés par des machines dans des accidents de scierie. En 1985, il y a eu 35 morts. De même dans l'industrie minière, quatre mineurs ont péri récemment dans une mine de Sudbury. En tant que néo-démocrate, le député de l'Assemblée législative Elie Martel, qui lutte depuis des années pour obtenir de meilleures lois pour la sécurité et la santé au travail a déclaré: «Les morts de mineurs sont passées sous silence. Nous les tuons comme des mouches».

Il faut attacher de la valeur à toute vie humaine dans notre société et admettre que nous devons prendre des mesures efficaces pour empêcher les gens d'être tués et de mourir de mort violente, quelle qu'en soit la cause. Douze personnes meurent en moyenne chaque année dans des incendies de maison dans les réserves indiennes de la seule province de la Colombie Britannique. On pourrait empêcher ces accidents mortels. Beaucoup plus de gens meurent de suicides, que d'assassinats. En Colombie-britannique l'année dernière, 28 garçons et neuf filles, des adolescents, se sont suicidés. Nous devons en tenir compte et prendre des mesures en tant que société pour remédier à cette cause de mort violente. Nous devons nous attaquer au problème des accidents fatals de la route, et ceux attribuables à la conduite en état d'ébriété qui sont bien plus courants.

● (1250)

Bien sûr nous attachons du prix à la vie des gardiens de prison, des agents de police, que nous devons protéger mais toute vie est sacrée. L'État n'a pas le droit de supprimer une vie humaine.

[Français]

Comme l'a dit M. Normand Bergeron, le directeur de la police de Québec, l'année dernière, si une collectivité déplore un geste aussi barbare que l'assassinat de deux policiers, comment peut-on s'associer, comme représentants de cette société, à recommander un autre geste tout aussi barbare? Cela n'aurait pas de cohérence. Monsieur le Président, le directeur de la police de la CUM (Communauté urbaine de Montréal), M. Rolland Bourget lui-même, s'est prononcé contre le rétablissement de la peine de mort. Il a dit: personnellement, je ne suis pas favorable à la peine de mort.

[Traduction]

Un quart de siècle s'est écoulé depuis que la dernière exécution a eu lieu au Canada. Il y a déjà onze ans que le Parlement a voté en faveur de l'abolition de la peine capitale. Il appartient assurément aux partisans du rétablissement de cette peine de prouver que la situation a changé à tel point qu'il est nécessaire de revenir sur cette décision. Or cet argument ne s'appuie sur aucune preuve. Essentiellement, rien ne prouve que le rétablissement de la peine capitale au Canada puisse dissuader une personne de commettre un meurtre ou un délit d'agression. En fait, le ministre conservateur de la Justice (M. Hnatyshyn) a déclaré dernièrement ce qui suit:

Pour toute sanction que l'on veut imposer, on doit pouvoir prouver qu'elle servira à dissuader l'auteur de se livrer à l'activité pour laquelle elle est prévue. Or le nombre des homicides ou des meurtres ne s'est pas accru depuis l'abolition de la peine capitale.

Des chefs de police au Canada ont fait des déclarations semblables, car ils sont convaincus que la dissuasion n'est pas un argument légitime.